



**PRÉFÈTE
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
de la Somme**

ARRÊTÉ

**Arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques à déclaration
en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement
relatives à la création d'une pépinière d'entreprises « le Totem Vert » sur la ZAC de la Mine d'Or
sur le territoire de la commune de Croixrault.
(dossier référencé n°80-2022-00049)**

**LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA PRÉFECTURE DE LA SOMME
CHARGÉE DE L'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT DANS LE DÉPARTEMENT,
PRÉFÈTE PAR INTÉRIM
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code civil et notamment son article 640 ;

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.210-1 et suivants, L.211-1, L.214-1 à L.214-6 ainsi que les articles R.214-1 à R.214-60 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services et organismes de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 4 janvier 2019 nommant Mme Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Artois Picardie approuvé le 21 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux « Somme Aval et cours d'eau côtiers » approuvé le 6 août 2019 ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 nommant Mme Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, Secrétaire générale de la Préfecture de la Somme,

Vu le décret du 13 juillet 2022 portant cessation de fonctions de Mme Muriel Nguyen préfète de la Somme,

Vu l'instruction du ministre de l'intérieur relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales en date du 23 mars 2021,

Vu l'arrêté du premier ministre et du ministre de l'intérieur du 6 septembre 2019 nommant Mme Emmanuelle CLOMES, ingénieure en chef des ponts des eaux et des forêts, directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme,

Vu l'arrêté préfectoral du 14 juillet 2022 portant délégation de signature à Mme Emmanuelle CLOMES, directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme,

Vu l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2021 de subdélégation de signature à M. Bastien VANMACKELBERG, responsable du service environnement et littoral de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme ;

Vu le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement, reçu le 18 février 2022, présenté par la Communauté de communes Somme Sud-Ouest représentée par Monsieur Alain DESFOSSÉS, Président (16 bis route d'Aumale – BP 700 33 – 80 290 POIX-DE-PICARDIE), enregistré sous le n° 80-2022-00049 et relatif à la création d'une pépinière d'entreprises « le Totem Vert » sur la ZAC de la Mine d'Or sur le territoire de la commune de Croixrault ;

Vu le récépissé de dépôt du dossier de déclaration à la direction départementale des territoires et de la mer en date du 21 février 2022 ;

Vu la demande de compléments du 1^{er} avril 2022 ;

Vu la note complémentaire au dossier loi sur l'eau transmise le 4 mai 2022 ;

Vu le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques adressé à la Communauté de communes Somme Sud-Ouest pour avis en date du 15 juin 2022 ;

Considérant l'absence d'observations émises par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions spécifiques dans le délai qui lui était imparti ;

Considérant que le dossier prévoit la mise en place d'ouvrages visant à la gestion des eaux pluviales ;

Sur proposition du responsable du service environnement et littoral de la direction des territoires et de la mer de la Somme ;

ARRÊTE

Titre I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1er. – Objet de la déclaration

Il est donné acte à Communauté de communes Somme Sud-Ouest représentée par Monsieur Alain DESFOSSÉS, Président (16 bis route d'Aumale – BP 700 33 – 80 290 POIX-DE-PICARDIE), de sa déclaration en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant la création d'une pépinière d'entreprises « le Totem Vert » dans la ZAC de la Mine d'Or situé sur le territoire de la commune de Croixrault (parcelle cadastrale référencée ZN n°16).

Les installations, travaux, ouvrages et activités constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-1 du code de l'environnement. La rubrique définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Objet	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1) supérieure ou égale à 20 ha : projet soumis à Autorisation, 2) supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : projet soumis à Déclaration.	Déclaration surface totale du projet : 1,42 hectare Déclaration surface totale cumulée conformément à l'article R.214-42 code de l'environnement : 14,99 ha

2.2 – modalités de gestion des eaux usées

Les eaux usées seront envoyées au réseau d'eaux usées communal, relié à la station d'épuration de Poix-de-Picardie selon les modalités de l'accord du gestionnaire de la station du 9 décembre 2021.

Titre III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 3. – Conformité au dossier déposé et délai de réalisation

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et aux données techniques contenus dans le dossier loi sur l'eau déposé le 18 février 2022 et de la note complémentaire du 4 mai 2022.

Conformément à l'article R.214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration d'un projet cesse de produire effet lorsque celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration.

Article 4. – Informations et transmissions obligatoires

Le service de police de l'eau est tenu informé de la date de commencement de chacune des phases de travaux et de l'échéancier prévisionnel de leur réalisation et plan d'exécution des travaux ou par mail à ddtm-mise@somme.gouv.fr.

Le service de police de l'eau est tenu informé de la date de la fin de chacune des phases de travaux. À l'achèvement des travaux, le pétitionnaire transmettra au service chargé de la police de l'eau, un dossier de récolement de tous les ouvrages concourant à la gestion des eaux pluviales (bassins, noues, ouvrages de traitement, conduite de rejet....). Ce dossier comprendra au minimum le plan de situation des points de rejet des eaux ainsi que les plans de masse et de coupe des ouvrages et précisera leurs dimensions, leur capacité et leurs dispositions constructives.

Article 5. – modifications

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-40 du code de l'environnement.

Le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Article 6. – Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

Le bénéficiaire procède régulièrement à un entretien préventif des ouvrages qui consiste à :

- nettoyer les grilles avaloirs et des équipements de décantation ;
- curer les canalisations de collecte et de diffusion au minimum tous les ans ;
- ramasser les feuilles et les débris dans les caniveaux et les ouvrages ;
- effectuer des visites de contrôle après chaque événement pluvieux intense afin de vérifier le bon fonctionnement des ouvrages.

L'intégrité et le niveau de colmatage des ouvrages seront vérifiés et seront aussitôt programmées les opérations de réparation ou d'entretien nécessaires.

La tranchée d'infiltration devra être décolmatée à minima tous les 10 ans si aucune intervention de décolmatage de la tranchée n'a été réalisé dans ce délai de 10 ans.

Le volume utile du bassin de tamponnement devra être vérifié tous les 5 ans et curé si nécessaire.

Article 7. Moyens d'intervention et de déclaration en cas d'incident ou d'accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement est signalé dans les meilleurs délais à la police de l'eau à qui l'exploitant remet, rapidement, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en œuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

En cas d'incident susceptible de provoquer une pollution, les travaux sont immédiatement interrompus et les dispositions afin de limiter les complications sur le milieu sont prises sans délai.

Le service chargé de la police de l'eau est immédiatement informé de toute pollution et des mesures prises pour la confiner et l'éliminer.

Titre II – PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Article 2. – Prescriptions relatives aux travaux

2.1 – modalités de gestion des eaux pluviales

Le projet prévoit la création d'une pépinière d'entreprises « LE TOTEM VERT » comprenant un ensemble bâti en H dont une partie aura une toiture végétalisée ainsi que deux zones de parking.

Les eaux pluviales de ruissellement du projet seront gérées par un bassin de tamponnement/décantation associé à une tranchée d'infiltration sous le bassin et placée dans la craie.

Les eaux pluviales de parking seront collectées par des grilles avaloirs dotées de filtres de type Adopta pour piéger une partie de la pollution.

L'injection des eaux collectées dans la tranchée d'infiltration (fond sans pente) sera réalisée par l'intermédiaire de 4 puits d'infiltration de 5 mètres de profondeur.

Les puits d'infiltration devront être alimentés par surverse des eaux pluviales tamponnés dans le bassin. La connexion directe des canalisations de collecte des eaux de ruissellement issues de voiries et de stationnement aux puits est proscrite.

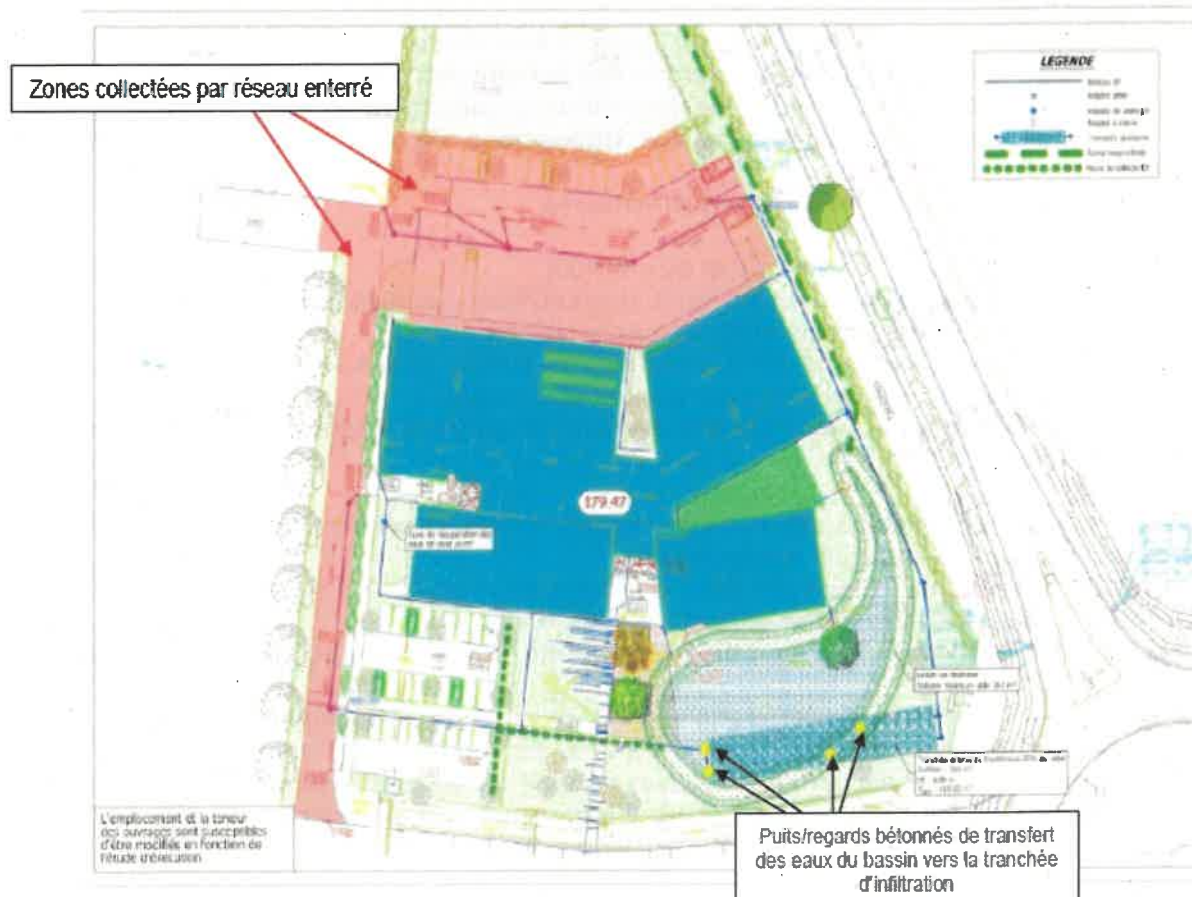
Les ouvrages permettront de gérer un épisode pluvieux d'occurrence trentennale via :

- un bassin de tamponnement/décantation et une noue d'un volume de stockage utile de 361 m³ et,
- une tranchée d'infiltration de 110 m³.

Une fois la capacité des ouvrages dépassée, les eaux pluviales rejoindront par surverse la voirie d'accès au projet, puis un bassin d'infiltration qui en cas de débordement se déverse vers les champs agricoles au Sud.

Toutes les dispositions seront prises pour ne pas créer de désordres hydrauliques à l'aval du projet.

Le bassin et la noue seront végétalisés.



L'entretien des ouvrages devra être réalisé selon les dispositions reprises à l'article 6 du présent arrêté.

Les produits de curage sont stockés dans des conditions assurant la prévention de toute pollution.
Le bénéficiaire fait procéder aux analyses qui détermineront les conditions de leur traitement ; ces éléments sont communiqués au service chargé de la police de l'eau.
Les attestations relatives à l'élimination de ces produits sont tenues à disposition du service chargé de la police de l'eau.

Article 8. – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9. – Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 10. – Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des articles R.216-12 et des articles L.216-1 à L.216-13 du code de l'environnement.

Article 11. – Publication et information des tiers

Conformément à l'article R.214-37 du code de l'environnement, une copie de la déclaration et du récépissé, sont notifiés au maire de la commune de Croixrault où l'opération doit être réalisée pour affichage à la mairie pendant un mois au moins.

Ces documents et décisions sont communiqués au président de la commission locale de l'eau et mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme pendant une durée d'au moins six mois.

Article 12. – Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et L.514-6 et R514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens –14 Rue Lemerchier – 80 000 Amiens :

1°) par le demandeur, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié ;

2°) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

La saisine par l'application Télérecours citoyen est possible et accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 13. – Exécution

La secrétaire générale de la Somme, la directrice départementale des territoires et de la mer de la Somme, le responsable départemental de l'Office français de la biodiversité, le maire de la commune de Croixrault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié au pétitionnaire.

A Amiens, le 1^{er} août 2022

Le responsable du service environnement et littoral,


Bastien VANMACKELBERG

